Contributions pour le CPN du NPA: résolution générale et motion de solidarité avec Afrin

Le CPN du NPA (instance de direction large qui se réunit environ tous les deux mois) s'est réuni les 17 et 18 mars. Nous avons soumis au vote une résolution générale (qui a obtenu 7 voix sur 83) et une motion de solidarité avec Afrin (qui a obtenu 16 voix sur 83).

Contre la politique des réformistes, construire la grève générale

Au format pdf : https://tendanceclaire.org/contenu/autre/Resolution-CP--mars2018.pdf

Après les ordonnances contre le code du travail, le gouvernement veut amplifier les contre-réformes. Son projet est limpide : détruire les statuts et les institutions salariales pour transformer la force de travail en une pure marchandise à la libre disposition des capitalistes ; renforcer l'État policier qui réprime les opposants et traque les sans papiers.

Les attaques du gouvernement… et nos réponses alternatives

S'appuyant sur le rapport Spinetta, le gouvernement a annoncé la transformation (avant l'été) de la SNCF en société anonyme (pour permettre à moyen terme sa privatisation) et la destruction du statut de cheminot. L'enjeu est avant tout politique avant d'être économique : il s'agit d'infliger une défaite à un des secteurs les plus combatifs du mouvement ouvrier, pour ouvrir la voie à la destruction généralisée des acquis sociaux. Au projet gouvernemental, nous opposons la revendication du monopole public ferroviaire (réunifiant « SNCF Réseau » et « SNCF Mobilité ») au sein d'un même établissement public, sous contrôle des cheminot·e·s et des usagers. C'est bien évidemment incompatible avec la mise en concurrence orchestrée au niveau européen (décidée à l'époque par Chirac et Jospin) et cela suppose donc la rupture avec cette UE du capital.

Le gouvernement prépare une attaque historique contre les fonctionnaires début 2019, sur la base du rapport du « comité action publique 2022 » qui doit être rendu en avril. Les principaux axes de la réforme se dessinent : réforme du statut, recrutement massif

de contractuel·le·s à la place de fonctionnaires, rémunération au mérite, plan de départ volontaires, abandon ou de transferts de missions au privé. Nous y opposons la défense intransigeante du statut, du recrutement exclusif de fonctionnaires sur concours, le refus de la rémunération au mérite, des entretiens d'évaluation, et du nouveau management. Nous défendons le droit au salaire à vie pour les fonctionnaires, et nous militons pour son extension à l'ensemble des travailleurs/ses.

Le gouvernement veut restructurer l'éducation nationale pour mieux l'intégrer aux exigences capitalistes. Les contre-réformes du lycée, du bac, et de l'accès à l'université visent à restructurer les enseignements et à individualiser les parcours pour mieux les adapter aux besoins du patronat. Il faut éduquer au moindre coût et formater dès le plus jeune âge à « l'esprit d'entreprise ». La prochaine étape est la transformation du statut des enseignant·e·s, afin de les soumettre aux chefs d'établissement et de les contraindre à agir conformément aux prescriptions du management néolibéral. Face à cela, nous exigeons le retrait des contre-réformes, la titularisation des contractuels. Mais notre discours ne peut s’arrêter là puisque l’éducation actuelle est organisée déjà pour la reproduction et la sélection sociale. Nous devons donc défendre un projet d'un enseignement en positif émancipateur, exigeant et critique, déconnecté des exigences du capital.

Le gouvernement prépare aussi pour mi avril un projet de loi sur l'assurance chômage, la formation professionnelle et l'apprentissage. Sur la base d'un discours de culpabilisation des chômeurs/ses, le gouvernement veut renforcer le flicage. Il veut également « étatiser » l'assurance chômage pour bien signifier que les prestations chômage ne sont pas du salaire socialisé (ayant donc vocation à être géré par les travailleurs/ses) mais une aumône distribuée par l’État aux plus méritants. Nous revendiquons le droit au salaire à vie, ce qui nécessite l'expropriation des capitalistes et le contrôle de l'économie par les travailleurs/ses.

Le gouvernement veut donner les pleins pouvoirs au patronat pour faire ce qu'ils veulent des apprenti·e·s, en supprimant tous les garde-fous (comme le contrôle des prud'hommes sur la rupture des contrats d'apprentissage). Nous sommes pour la suppression de l'apprentissage : tous les jeunes doivent avoir droit à une formation initiale diplômante au sein d'un établissement scolaire et ne doivent pas être livrés en pâture au patronat.

Il veut aussi réformer la formation professionnelle, notamment en transformant les comptes personnels de formation en « comptes en € » plutôt qu'en heures (ce qui ne garantit plus rien en termes d'heures). Nous récusons l'expression « formation professionnelle » et nous revendiquons une formation pour adultes (ou éducation permanente) indépendante du patronat. Les travailleurs/ses doivent avoir un droit à la formation qui ne dépende pas de l'autorisation de l'employeur.

Après avoir fait passer toutes ces réformes, le gouvernement veut porter le coup de grâce en 2019 avec une contre-réforme des retraites, visant à mettre en place un

« régime par points ». Le système ne serait plus à « prestations définies » (la pension étant fixée en proportion du dernier salaire par exemple), mais à « cotisations définies ». La pension de retraite deviendrait aléatoire, la valeur du « point » de cotisation fluctuerait en fonction de l'espérance de vie, de la croissance, et autres critères… Autrement dit, notre retraite serait la liquidation d'une épargne dont le « rendement » serait aléatoire : nous serions autorisés à recevoir ce qui est compatible avec la nécessité de maintenir des profits suffisants pour les capitalistes ! Au projet de Macron, nous défendons un régime de retraites à prestations définies. La pension de retraite, c'est du salaire ! C'est le salaire continué des travailleurs/ses qui échappent, en raison de leur âge, à la contrainte de devoir vendre leur force de travail à un capitaliste ! C'est pourquoi nous revendiquons le droit de partir à la retraite à 60 ans (55 ans pour les travaux pénibles) avec 100% du dernier ou du meilleur salaire, sans condition de durée de cotisation !

Une autre dimension fondamentale du projet macronien est son volant répressif, pour accompagner la mise en place des contre-réformes. Après l'abandon du projet d'aéroport à Notre-Dame-des-Landes, le gouvernement compte prendre sa revanche en imposant le projet d'enfouissement de déchets nucléaires à Bure. Il a pour cela expulsé par la force le 22 février les opposant·e·s installé·e·s au bois Lejuc. La mobilisation doit aujourd'hui s'amplifier pour imposer l'abandon du projet. Avec le projet de loi asile-immigration, le racisme d'État se déploie sans vergogne. Le gouvernement veut pouvoir traquer les sans papiers, y compris dans les centres d'hébergement d'urgence. Les délais d'enfermement dans les centres de rétention seront prolongés ; les possibilités de recours seront limitées. La marche des Solidarités du 17 mars est une première étape pour construire une grande mobilisation en vue d'imposer le retrait du projet de loi. Toutes les organisations du mouvement ouvrier doivent s'impliquer dans cette mobilisation, notamment en soutenant les grèves de sans-papiers qui ont repris depuis quelques semaines. Nous revendiquons la régularisation des sans-papiers et la fin de l'acharnement policier contre les travailleurs/ses les plus précaires de notre pays.

Une politique pour mettre en échec le gouvernement

Bien évidemment, notre rôle consiste à expliquer les contre-réformes et à soutenir les mobilisations. Il est bien entendu essentiel de s'opposer au matraquage médiatique et d'y opposer un contre-argumentaire. Dans ce sens, l'intervention d'Olivier à « On n'est pas couche » le 3 mars a marqué les esprits, en ciblant la propagande qui vise à désigner les cheminots comme des « privilégiés » pour mieux protéger les vrais privilégiés et pour aligner les droits des travailleurs/ses vers le bas. Il est très important de mettre le parti en ordre de bataille sur les différents chantiers :

- Sur la mobilisation en cours dans l'éducation, en interaction avec le secteur jeune du NPA, les comités de quartiers et de villes, lorsqu'ils le peuvent, aident à couvrir les lycées. Les explications des réformes sont longues, et il s'agit de faire un gros travail de pédagogie. Il faut chercher, là où c'est possible, à construire des comités

rassemblant lycéen·ne·s, étudiant·e·s, enseignant·e·s, du secondaire et du supérieur, et parents d'élèves. Pour cela, il faut coordonner notre activité de parti dans les différentes fédérations.
- Sur la réforme de la SNCF, milieu où nous sommes assez implanté·e·s, en plus de notre activité de l'intérieur, il faut que les comités de quartiers près des gares fassent un travail d'explication envers les usagers.
- Sur la mobilisation plus générale des fonctionnaires, nous devons dans toutes nos explications chercher à créer des liens entre les différents secteurs du fonctionnariat.
- Enfin, il est utile, comme le fait Olivier Besancenot, de désigner clairement l'ennemi commun à tou·te·s les exploité·e·s et opprimé·e·s du système. C'est un affrontement de classe qu'il s'agit de construire, et dans cet affrontement, nous proposons en tant que parti, un stratégie révolutionnaire dont l'hypothèse la plus réaliste se trouve être la grève générale insurrectionnelle.

Notre rôle ne doit pas se limiter à expliquer les attaques du gouvernement et à contrer sa propagande détestable. Il est crucial d'essayer d'expliquer les raisons des défaites des mouvements passés, de désigner les obstacles, et de proposer des solutions pour qu'il en soit autrement cette fois-ci. Il faut dire clairement que la stratégie des bureaucraties syndicales (dialogue social + journées d'action dispersées) mène systématiquement à la défaite. A la SNCF, alors que le gouvernement a annoncé la destruction du statut de cheminot, et après quelques déclarations tonitruantes, l'intersyndicale de fin février a décidé de… ne rien décider, sauf de se revoir le 15 mars ! Il s'agit donc de se demander ce qu'on peut faire face à ce sabotage des luttes par la bureaucratie syndicale, qui défend ses propres intérêts. Elle cherche pour cela à canaliser la contestation pour qu'elle n'aille pas trop loin et s'oppose aux formes d'auto-organisation qui menacent sa mainmise sur les mouvements.

Il faut évidemment tout faire pour que la journée de grève du 22 mars soit la plus massive possible. Mais notre rôle n'est pas d'appeler seulement à un « front commun », de Hamon à Lutte ouvrière pour soutenir la mobilisation. Il faut donner un contenu à ce front commun et faire des propositions. Sinon, le soutien aux mobilisations... se résume à un soutien aux journées d'action décidées par les bureaucraties syndicales ! Notre parti défendre que la suite du 22 ne doit pas être une nouvelle journée d'action, puis une nouvelle, jusqu'à l'épuisement et la défaite. Nous devons interpeller publiquement, et nous battre dans nos syndicats, nos AG, pour que les directions syndicales nationales préparent et appellent, après le 22 mars, à une grève interprofessionnelle reconductible jusqu'au retrait des attaques contre les cheminots, les fonctionnaires, et l'ensemble des travailleurs/ses. L'objectif doit être de bloquer l'économie et d'offrir ainsi à Macron une belle commémoration de Mai 68 ! Pas de faire en boucle, toutes les deux ou trois semaines, un petit tour entre République et Nation pour les parisien·ne·s !

Il faut aussi que notre parti appelle à construire le Front social qui est un regroupement de militants de lutte de classe qui veulent construire la grève générale. Il serait utile que notre parti, à commencer par nos porte-parole, relaie l'initiative du 7

avril du Front social. Il faut que les militants qui défendent une autre stratégie que celle des directions syndicales échangent et se coordonnent.

Défendre une alternative communiste révolutionnaire

Nous avons besoin de croire qu'une autre société est possible pour nous battre avec énergie contre les attaques que nous subissons. Le rôle de notre parti doit donc être de populariser un projet de société alternatif et un programme de transition posant ouvertement la question du pouvoir et la nécessité d'en finir avec la propriété et les institutions capitalistes.

Pour pouvoir expliquer de façon convaincante pourquoi le gouvernement Macron fait avec tant de hâte toutes ces réformes et quelle société, en rupture avec le capitalisme, nous souhaitons construire, nous devons renouer avec une analyse marxiste de la crise et expliquer que les recettes keynésiennes sont une impasse complète dans un capitalisme en crise. Nous devons donc aussi critiquer le projet de Mélenchon à la racine, et pas de façon superficielle. Nous devons d'ailleurs être capables d'articuler cette critique radicale avec une solidarité élémentaire face aux campagnes de la bourgeoisie (avec la complicité d'une certaine gauche) contre la France insoumise ou « Le Média », ce qui d'ailleurs nous permettra d'aller au dialogue avec les sympathisant-e-s de la France insoumise. Cela ne nous empêche pas de critiquer « Le Media » de notre point de vue, tant sur le fond éditorial que sur le choix de certain-e-s invité-e-s. Cette critique du projet antilibéral doit s'articuler avec la défense d'un projet communiste révolutionnaire comme seule issue progressiste possible à la crise du système.

Motion « Soutien au canton d’Afrin contre l’invasion turque ! »

Au format pdf : https://tendanceclaire.org/contenu/autre/Motion-Afri--CPN%20(2).pdf

La Fédération Démocratique de Nord-Syrie (souvent appelée « Rojava ») a connu de nombreux développements progressistes dans le cadre d’une situation révolutionnaire. L’émancipation des femmes et LGBTI* s’y traduit par leur égalité formelle de droits juridiques et politiques, par le principe du mandat paritaire homme-femme dans les fonctions politiques et militaires, et par de nombreuses avancées dans tous les domaines de société. La dimension multi-ethnique, incluant non seulement les populations kurdes, mais également arabes, yézidies, assyriennes, etc. remet en cause des siècles de divisions ethniques par l’impérialisme. Le caractère démocratique du processus en cours a été démontré par le déroulement des élections de septembre 2017 à janvier 2018, et il se vérifie au jour le jour dans le fonctionnement des institutions.

Aujourd'hui, après avoir battu Daesh, la population de Nord-Syrie se retrouve seule face à la deuxième armée de l'OTAN et à ses mercenaires (brigades de l'ASL). Malgré de lourdes pertes, ils/elles se défendent héroïquement et ont mis en échec la prise d'Afrin en trois jours annoncée par le président de la Turquie. Pour que leur expérience révolutionnaire puisse se prolonger, s'approfondir et s'étendre, notre parti est pleinement solidaire de la défense du canton d'Afrin.

Nous dénonçons la complicité de notre propre impérialisme avec le régime dictatorial d'Erdogan. Celui-ci est notamment un des principaux alliés de l'Union européenne dans la répression des migrant-e-s qui fuient la guerre et la misère. Le président français Macron a signé avec Erdogan, le 8 janvier, un accord pour le développement commun de systèmes de défense aérienne. Nous revendiquons : l'État français doit cesser toute coopération militaire avec l'État turc et toute livraison d'armes ! Il doit exiger l'arrêt immédiat des opérations militaires turques !

La population de Nord-Syrie n'a guère d'illusions sur l'impérialisme. Elle ne peut compter que sur ses propres forces et sur la solidarité de la classe ouvrière mondiale. Les Forces démocratiques syriennes ont passé des accords avec les Etats-Unis ou des milices pro-Assad. Nous ne leur jetons pas la pierre, car ils luttent pour leur survie et la poursuite du processus révolutionnaire. Une alliance militaire n'est pas une capitulation politique.

Pour que le processus révolutionnaire ne dépende pas du bon vouloir des impérialistes, c'est aussi à nous, militant-e-s internationalistes, qu'il revient d'organiser la solidarité concrète la plus large possible, par exemple :

- en s'investissant dans le collectif « Afrin n'est pas seule » et en faisant des manifestations de soutien à Afrin la priorité de l'organisation concernant la Syrie ;
- en rejoignant les initiatives qui existent, comme la campagne du Secours Rouge pour livrer du matériel médical (https://secoursrouge.org/Soutien-aux-internationalist-s-defendant-le-Rojava-a-Afrin) ;
- en proposant une campagne unitaire, *a minima* une série de meetings, visant à informer et à mobiliser notre classe (alors même que les grands médias entretiennent un silence honteux sur la question).

Tendance CLAIRE, le 18 mars 2018